

ARRETE n°

**DIRECTION de l'URBANISME,
de l'ENVIRONNEMENT et du LOGEMENT**

- Bureau de l'Environnement -

LE PREFET DES YVELINES,
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et son décret d'application n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié ;

VU le décret du 20 Mai 1953 modifié constituant la nomenclature des Installations Classées ;

VU le décret n° 83-1025 du 22 Novembre 1983 concernant les relations entre l'Administration et les usagers ;

VU les décrets des 7 Juillet 1992, 29 Décembre 1993, 11 Mars 1996, 27 Novembre 1997 et 28 Décembre 1999 modifiant la nomenclature des Installations Classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 Novembre 1991 autorisant la **Société HILTI FRANCE**, dont le siège social est 4 Rue du Docteur Schweitzer - 91423 MORANGIS, l'exploitation dans son établissement situé 2 Rue des Frères Farman, sur le territoire de la commune de MAGNY-LES-HAMEAUX, des activités suivantes :

ACTIVITE SOUMISE à AUTORISATION :

- ⇒ Dépôt de produits explosifs d'une capacité supérieure à 500 kg.
Cartouches pour pistolets de scellement (Q = 2 500 kg)
n° 357

ACTIVITES SOUMISES à DECLARATION :

- ⇒ Emploi de matières abrasives. Une cabine de sablage.
n° 1 bis
- ⇒ Stockage de matières, produits ou substances combustibles toxiques ou explosibles en volume au moins égal à 500 m³ dans un entrepôt couvert dont le volume est compris entre 5 000 et 50 000 m³.
Volume des matières entreposées : 15 000 m³. Volume de l'entrepôt : 36 400 m³.
n° 183 ter 2°

⇒ Dépôt aérien de liquides inflammables de 1^{ère} catégorie compris entre 10 et 100 m³,
10 m³ en petits conditionnements.
n° 253-B

⇒ Traitements chimiques des métaux et matières plastiques lorsque le volume des cuves
de traitement est inférieur à 1 500 litres. Dégraissage de pièces.
Le volume total des bains est de 720 litres.
n° 288-2°

VU l'arrêté préfectoral du 27 Février 1998 portant acte des déclarations de la Société HILTI
FRANCE située 1, Rue Jean Mermoz - Zone Artisanale de Magny Mérantais - 78778 MAGNY-LES-
HAMEAUX et mettant à jour le classement des activités de la Société sous les rubriques suivantes :

ACTIVITE SOUMISE à AUTORISATION :

⇒ Stockage de poudres, explosifs et autres produits explosifs.
2,5 tonnes.
n° 1311-2°

ACTIVITES SOUMISES à DECLARATION :

⇒ Traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage et le décapage.
1 000 litres.
n° 2565-2° b

⇒ Stockage de matières plastiques, caoutchouc.
150 m³.
n° 2662-2° b

⇒ Atelier de charge d'accumulateurs.
25 kW.
n° 2925

ACTIVITES NON CLASSEES :

⇒ Dépôt de gaz combustible liquéfié (*bouteilles de propane*).
10 x 13 kg
n° 211-2°

⇒ Stockage et emploi d'oxygène.
3 x 13,5 kg
n° 1220

⇒ Stockage et emploi d'acétylène.
3 x 1,1 kg - 1 x 8,1 kg
n° 1418

.../...

⇒ Stockage de matières et produits combustibles dans un entrepôt couvert.
389 tonnes.
n° 1510

⇒ Emploi de matières abrasives.
4 kW.
n° 2575

⇒ Stockage de matières plastiques, résines et adhésifs synthétiques.
14 m³.
n° 2662-1°

⇒ Installations de combustion fonctionnant au gaz naturel.
2 x 172 kW - 1 x 265 kW.
n° 2910

⇒ Application de peintures à l'eau par pulvérisation.
5 kg / jour.
n° 2940-2°

VU la visite effectuée sur le site le 24 Février 2000 lors de laquelle, l'Inspecteur des Installations Classées a constaté que le classement des installations nécessitait d'être réactualisé compte tenu de la modification de la nomenclature intervenue par décret du 28 Décembre 1999 et a demandé à l'exploitant de déclarer la nature et le volume des activités, conformément à l'article 35 du décret du 21 Septembre 1977 modifié ;

VU le courrier du 29 Mai 2000 par lequel la Société HILTI FRANCE déclare, conformément aux dispositions de l'article 34 du décret susvisé, le changement d'adresse du siège social et actualise le classement de ses installations exploitées dans son établissement situé 2, Rue des Frères Farman à MAGNY-LES-HAMEAUX ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 3 Juillet 2000 indiquant que suite à la dernière modification de la nomenclature susvisée, les rubriques n° 1311 et 2662 ont été modifiées et la rubrique n° 2663 a été créée ;

CONSIDERANT qu'il convient de donner acte à la Société de ses déclarations et de récapituler son classement au titre de la loi du 19 Juillet 1976 modifiée sur les Installations Classées ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines :

A R R E T E

ARTICLE 1er

Il est donné acte à la Société **HILTI FRANCE**, dont le siège social est situé 1, Rue Jean Mermoz Rond-Point Mérentais - 78778 MAGNY-LES-HAMEAUX de ses déclarations susvisées relatives aux activités exercées 2, Rue des Frères Farman - 78114 MAGNY-LES-HAMEAUX.

.../...

ARTICLE 2

En application du décret du 20 Mai 1953 modifié constituant la nomenclature des Installations Classées, le classement de ladite Société s'établit ainsi à la date du présent arrêté :

ACTIVITE SOUMISE à AUTORISATION :

- ⇒ Stockage de poudres, explosifs et autres produits explosifs.
La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 tonnes mais inférieure ou égale à 10 tonnes.
Cartouches pour pyromécanismes.
Quantité totale de 2,6 tonnes
n° 1311-2

ACTIVITES SOUMISES à DECLARATION :

- ⇒ Traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, etc...
par emploi de liquides halogénés, sans mise en œuvre de cadmium,
le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 l mais inférieur à 1 500 l.
Volume des cuves de 540 litres.
n° 2565-2 b
- ⇒ Atelier de charge d'accumulateurs,
la puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW.
Puissance maximum de 18,5 kW
n° 2925

ACTIVITES NON CLASSEES :

- ⇒ Stockage de polymères (matières plastiques),
le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 100 m³.
Aucun stockage de matières premières plastiques.
n° 2662
- ⇒ Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques),
le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m³.
Volume stocké de 26 m³.
n° 2663-2
- ⇒ Entrepôt couvert de stockage de produits combustibles, en quantité supérieure à 500 tonnes,
le volume de l'entrepôt étant supérieur à 50 000 m³.
Quantité maximale de produits stockés de 460 tonnes.
Volume de l'entrepôt de 94 000 m³.
n° 1510-1

.../...

ARTICLE 3

La Société HILTI FRANCE est tenue de respecter les conditions d'exploitation prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 8 Novembre 1991, les dispositions de l'arrêté type relatives aux ateliers de charges d'accumulateurs (*rubrique n° 2925, ex. n° 3*) annexées à l'arrêté du 27 Février 1998 et les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 Juin 1997 relatives aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 (*traitement des métaux et matières plastiques*) annexées au présent arrêté.

ARTICLE 4

Des arrêtés complémentaires pourront être pris pour fixer les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 Juillet 1976 modifiée.

ARTICLE 5

Toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable dans l'exploitation, doit être portée à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 6

Lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à partir de la date de la déclaration indiquée dans l'arrêté, ou lorsque l'exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'intéressé devra faire une nouvelle déclaration.

ARTICLE 7

Si l'établissement vient à être cédé, le nouvel exploitant, ou son représentant, est tenu d'en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suit la prise de possession en indiquant ses nom, prénom et domicile ; s'il s'agit d'une Société, sa raison sociale ou sa dénomination doit être mentionnée dans la déclaration ainsi que son siège social et la qualité du signataire.

ARTICLE 8

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'Inspecteur des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation et de nature à porter atteinte aux intérêts du voisinage ou à l'environnement.

ARTICLE 9

La cessation d'exploitation de l'établissement ou de certaines installations doit être signalée au moins un mois avant celle-ci. Il est joint à la notification des documents prévus à l'article 34-1 du décret du 21 Septembre 1977 précité. L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 Juillet 1976 susvisée.

.../...

ARTICLE 10 - Délai et voie de recours

(article 14 de la loi du 19 Juillet 1976 modifié sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 11

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
- M. le Sous-Préfet de RAMBOUILLET,
- M. le Maire de MAGNY-LES-HAMEAUX,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie des Yvelines,
- MM. les Inspecteurs des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles,

le **27 JUL. 2000**

LE PREFET DES YVELINES

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Marc DELATTRE